



Paris, le 27 septembre 2011
Communiqué du Bureau national

Mobilisation des enseignants

Le Parti socialiste se félicite de l'ampleur de la mobilisation dans l'Education nationale de ce mardi 27 septembre. Un enseignant du public sur deux a cessé le travail pour protester contre la politique du gouvernement. Ils ont été rejoints, dans les cortèges particulièrement nombreux, par des enseignants du privé, mais aussi pas des parents, des étudiants et des lycéens inquiets, à juste titre, pour l'avenir de notre système scolaire.

Après quatre ans d'appauvrissement, d'application aveugle du dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, l'école ne peut se permettre une nouvelle dégradation des conditions d'études et de travail. Nous ne pouvons accepter que la rentrée 2012 s'annonce pire encore que celle, d'ores et déjà catastrophique, de 2011. La liste des difficultés ne cesse de s'allonger : fermetures de classes, augmentation du nombre d'élèves par classe incompatible avec la réussite des enfants, remplacements de professeurs non assurés, disparition des RASED, développement inadmissible de la précarité pour combler les trous béants creusés par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, nouveaux enseignants – une fois de plus – envoyés devant les classes à plein temps sans avoir reçu de formation professionnelle. Ce sont d'abord les plus fragiles qui font les frais de cette politique à courte vue qui fait fi de la réussite des élèves et conduit inéluctablement à la mise en place d'un système scolaire à plusieurs vitesses.

Il est temps de changer radicalement de politique. Le gouvernement doit tirer les leçons de la mobilisation et renoncer immédiatement à la suppression des 14000 postes prévue dans le budget 2012. Il doit par ailleurs organiser sans tarder un complément de formation pour les jeunes enseignants. Au delà, il faudra entreprendre une profonde rénovation de notre système scolaire. Le Parti socialiste rappelle ses engagements pour garantir la réussite de chaque jeune : nous concluons un nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la nation, accorderons une priorité à l'école primaire, refondrons les rythmes scolaires et les programmes, mettrons en place une personnalisation accrue des enseignements, améliorerons l'encadrement et revaloriserons le métier d'enseignant.

